

Mont Mézenc, le 29 août 2021

1. Le Mont Mézenc, le rendez-vous de la fidélité

Mes amis,

Je veux d'abord vous dire merci. Vous êtes à nouveau au rendez-vous, le rendez-vous de la fidélité à nos convictions et votre présence dans un moment pour moi si particulier avant une année fondamentale pour notre pays me touche encore plus.

Je n'oublie pas que dans les succès comme face aux épreuves, je peux toujours compter sur vous. Avec vous, ce lieu résume tout ce en quoi je crois : l'enracinement, l'ancrage, l'amitié, la constance. Derrière les visages qui sont ici, il y a des histoires d'amitié, des histoires au long cours, forgées dans la confiance et la fidélité. C'est comme cela que j'aime que l'on construise un chemin politique. C'est comme cela que l'on peut porter ses convictions sur la durée.

Le Mézenc ! Vous savez que j'aime partager ce lieu avec vous. Le Mont Mézenc, au pied des sources de la Loire, à la rencontre entre l'Ardèche et la Haute-Loire. J'y ai des souvenirs forts, des souvenirs qui remontent à l'enfance : quand maman m'emmenait ici, qu'on s'arrêtait pour manger aux Etables puis qu'on gravissait cette montagne et j'avais l'impression d'être un héros.

J'ai besoin de ce lieu et j'ai besoin de revenir à lui dans les moments importants, parce qu'il est serein, parce qu'il dégage une force qui va au-delà de la péripétie des jours, parce qu'il invite à s'inscrire dans la durée, parce qu'ici on a envie de regarder au-delà des nuages, pour porter le regard sur la ligne d'horizon.

Plus tard, dans les moments de joie, dans les épreuves ou dans les moments où je me suis perdu, j'ai toujours trouvé chez moi, en Haute-Loire, dans notre région des amis pour me ramener à ce qui compte vraiment, prendre de la distance avec la folie parfois de la vie politique et retrouver ma vérité.

Cette vérité vous l'avez sous les yeux, dans ce lieu où le regard peut à la fois embrasser le Mont Blanc et les volcans d'Auvergne, où l'histoire a porté à la fois les chemins de Saint-Jacques de Compostelle, les souvenirs de Du Guesclin ou de la Fayette et les valeurs de la résistance entre le Mont Mouchet et le Chambon sur Lignon. Ici, à qui sait l'entendre, il y a une musique qui dit la France, qui parle à la fois de sa beauté, de ses fragilités et au final de sa solidité, qui invite à s'inscrire dans ce mouvement qui unit tout à la fois les paysages et l'histoire pour à notre tour transmettre. Je ne connais pas d'autres sens à l'engagement politique : transmettre ce qui fait que notre pays est si précieux et touchant.

2. Les raisons de ma décision

Vous le savez, j'ai pris ma décision : je ne suis pas candidat à la prochaine élection présidentielle. Et je veux vous dire pourquoi.

J'ai souhaité me donner le temps de mûrir cette décision, et je suis conscient de mes responsabilités. Je l'ai fait en faisant le choix de la vérité, parce que je vous le dois, et c'est un choix de responsabilité : un choix par rapport à moi-même et un choix pour ne pas rajouter de la division à la division.

Aujourd'hui, force est de constater qu'aucun candidat ne s'impose à droite. On peut le regretter, on peut s'interroger sur les raisons, mais personne ne peut nier cette évidence : aucun candidat n'a aujourd'hui la force et la légitimité pour imposer sa candidature, comme Nicolas Sarkozy, Georges Pompidou ou le général De Gaulle ont pu le faire en leur temps.

Dans ma vision des choses, être candidat à l'élection présidentielle, c'est un choix éminemment personnel mais c'est surtout une grande responsabilité que l'on prend devant les Français. Pour être candidat à l'élection présidentielle, l'envie est indispensable mais elle n'est pas suffisante. Il faut sentir, au plus profond de soi, à un moment précis, qu'on est en situation de rassembler à la fois sa famille et les Français. Je considère aujourd'hui, en conscience, que ce moment n'est pas venu pour moi.

Ce choix, je le fais aussi face au poison des divisions qui nous ont déjà fait tant de mal. Je vois, comme vous, les candidatures à droite se multiplier dangereusement, sans que l'on sache

encore comment les départager. Je vois, comme vous, les risques de morcellement et les difficultés à imposer une candidature d'union. Je vois, comme vous, les dangers que font peser les aventures solitaires sur nos chances de victoire.

Je n'ai pas voulu ajouter de la division à la division avec une candidature de plus.

Que l'on me comprenne bien : avoir de l'ambition n'a rien de méprisable bien sûr mais les ambitions personnelles doivent s'inscrire dans une ambition collective, dans quelque chose de plus grand que soi. On ne gagne jamais tout seul et nous devons sans cesse avoir pour boussole le sens du collectif. Nous avons trop souvent payé le prix de divisions stériles pour prendre aujourd'hui le risque de les alimenter.

Alors qu'un espoir s'est levé après les élections régionales et que nos idées progressent chez les Français, ne donnons pas le triste spectacle de ces divisions de Pichrocoles, ne donnons aucune raison de déplorer que la droite française soit à nouveau la plus bête du monde.

Faire le choix que je fais ne signifie évidemment pas que je ne m'engagerai pas pour ce à quoi je crois dans cette période dans un moment si important pour notre pays.

Cet après-midi, dans ce moment de rentrée politique, avant les présidentielles, je voudrais lancer deux appels à mes amis, un appel à l'union et un appel aux convictions. Les deux seront fondamentaux si la droite veut incarner un espoir.

Vous l'avez compris, la liberté qui sera la mienne je veux la mettre d'abord au service de l'unité et construire ce rassemblement dont nous aurons bien besoin. Je ne vais pas me retirer sous ma tente, je serai là, comme je l'ai toujours été, avec ma famille politique, dans la fidélité à nos idées.

Et avec le cap auquel je n'ai jamais cessé de croire : la droite doit assumer ses convictions dans la clarté, avec force, sereinement mais avec détermination, car c'est le seul chemin pour reconstruire notre pays.

Seul un cap clair permettra de relever la droite et surtout de relever la France.

3. La force de nos convictions pour la France

Mes convictions, vous les connaissez.

Le travail, d'abord et avant tout. Les Français n'ont pas perdu le sens du travail ; c'est le travail qui a perdu son sens avec les dérives de l'assistanat. Depuis plus d'une décennie, j'ai fait de la revalorisation du travail et des classes moyennes le cœur de mon combat. Tant attaqué pour avoir dénoncé le « cancer » de l'assistanat, je n'ai jamais changé d'avis et comment ne pas le comprendre quand on voit toutes les difficultés actuelles de recrutement. Car là où il y a des droits, il y a des devoirs. Ceux qui travaillent ou ont travaillé toute leur vie doivent être remis au cœur de notre système social alors qu'aujourd'hui ils sont

assommés d'impôts. Une société juste, c'est une société où celui qui travaille gagne plus que s'il reste chez lui. Cela veut dire aussi des choix pour notre système économique : moins de normes, moins de règles tatillonnes, moins de charges. Mais à l'inverse il faut être beaucoup plus offensif face à tous ces produits que nous importons sans la moindre régulation et qui tuent le travail dans notre pays. Plus de liberté à l'intérieur, plus de protection à l'extérieur. Et j'ajoute que pour l'environnement c'est la première chose à faire, nos importations sont la première cause de nos émissions de CO2, produire en France au lieu d'acheter des produits qui ont fait trois fois le tour de la planète, c'est aussi consommer plus vert.

L'argent public. Ne cédon pas à la facilité. Quelle absurdité de laisser croire que la France peut dépenser sans compter – « quoi qu'il en coûte » – alors que nous dépensons déjà plus que tous les pays de l'OCDE. L'illusion de l'argent magique a un coût : nos impôts et nos dettes. Comment oser défendre le développement durable en laissant une dette gigantesque à nos enfants ? Depuis six ans, dans notre région, nous avons montré que l'on peut faire des économies avec une baisse de 15% des dépenses de fonctionnement. Auvergne-Rhône-Alpes est la région la mieux gérée de France, ce qui permet de ne pas augmenter d'un centime la fiscalité.

L'immigration, ensuite, elle a doublé en vingt ans alors que nos capacités d'intégration sont saturées. Cette année, nous franchirons à nouveau des records de titres de séjour, de demandes d'asile, de mineurs isolés, d'immigrés illégaux avec des conséquences démographiques de plus en plus dramatiques. Aujourd'hui ceux qui viennent chez nous le font

sans pour autant faire le choix de devenir français . Pour moi le but doit être clair : il faut arrêter l'immigration le temps de relancer l'assimilation républicaine. La réalité c'est que notre politique migratoire est hors de contrôle et c'est la vraie menace de la crise afghane : la France a perdu le contrôle de sa politique migratoire, nous ne maîtrisons plus qui entre sur notre sol. C'est aux Français de décider qui entre et qui demeure en France, pas à une poignée de juges ou d'activistes. Que l'on trouve des justifications juridiques pour avoir gardé sur notre sol l'incendiaire de la cathédrale de Nantes, assassin ensuite d'un prêtre, en dit long sur le chemin que nous avons à parcourir pour reprendre en main notre politique migratoire.

La restauration de l'autorité, cela ne se décrète pas, cela exige une fermeté de tous les instants. C'est défendre nos forces de l'ordre, sans céder aux zadistes. C'est rétablir l'autorité du professeur, sans abandonner ceux qui ont le courage de défendre la laïcité. C'est retrouver la fierté de notre histoire, sans céder à la repentance sur l'Algérie. C'est commémorer Napoléon, sans s'excuser d'honorer les héros de notre histoire. C'est appliquer une sanction ferme dès la première infraction, sans laisser tant de délinquants impunis. C'est expulser hors de France les individus fichés pour radicalisation, sans avoir la main qui tremble. Assumons de défendre l'autorité. Notre pays l'attend.

La transmission de notre identité enfin. Vous savez à quel point j'y suis attaché. L'idéologie de la déconstruction criminalise le patriotisme. Pourquoi devrions nous nous excuser d'être attachés à notre identité. Non, « identitaire » ne veut pas dire

« totalitaire ». Nous voulons juste que la France ne change pas de nature. Comme nous y invitait Simone Weil, il faut donner quelque chose à aimer, et ce quelque chose ce doit être la France. J'aime ces mots. À nos enfants comme aux immigrés, nous devons donner à aimer la France. Car comment s'intégrer à la désintégration ? Nous ne relèverons notre pays qu'en transmettant avec fierté notre culture, notre histoire, notre langue, notre mode de vie.

Ces idées je les ai toujours défendues, elles ont parfois été critiquées, elles sont aujourd'hui de plus en plus largement reprises, tout simplement parce que c'est ce que ressentent et ce qu'espèrent les Français. Je suis convaincu que les Français voient très bien ce qui se passe dans notre pays. Ils se reconnaissent de moins en moins dans l'évolution actuelle de la France et ne comprennent pas pourquoi personne ne réagit, présidentielle après présidentielle. Je suis convaincu qu'il n'y a aucune fatalité, que tout ceci peut parfaitement être corrigé, qu'il y a un chemin d'espoir, un chemin de bon sens.

Ne l'oubliez jamais : rien n'est inéluctable. À condition d'avoir un cap clair et une volonté d'airain, à condition de nous concentrer sérieusement sur ces quelques priorités, à condition de lever tous les blocages bureaucratiques et juridiques qui sont autant de prétextes à l'impuissance, nous avons en nous tous les atouts et toutes les forces pour réparer la France, pour poursuivre l'aventure française, pour retrouver la chance de tous les saluts.

L'une des leçons les plus précieuses que j'ai tirées des épreuves est qu'il ne faut jamais céder à la tentation du reniement, à la

dégradante servitude d'être l'esclave des dernières modes médiatiques. J'ai mesuré l'importance de garder ses convictions intactes, dans la durée et dans la constance. Un cap clair, une colonne vertébrale, voilà l'essentiel. Je compte sur vous autant que vous pouvez compter sur moi, dans les mois et dans les années à venir.

Vive la République et vive la France.